

Rebaptiser Paca, le

L'acronyme désignant la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne fait pas rêver. D'ici à juillet 2016 un nouveau nom est possible. Quelles options, au risque de crispations identitaires marquées ?

Après le redécoupage des régions, dont le nombre a été ramené de 22 à 13 en métropole, place à la désignation des chefs-lieux. Lancée par Michel Vauzelle en 2009 (*lire par ailleurs*), l'option de débaptiser Paca est donc à nouveau ouverte.

Un mot injurieux

Christian Estrosi s'est pour sa part prononcé récemment – sur le ton de la « plaisanterie » a-t-il ensuite précisé – pour l'interdiction de ce sigle. Il est vrai que Paca rappelle le terme provençal *pacan* (« plouc »). « *Un mot injurieux dans notre langue* », rappelle un fervent défenseur des langues régionales. « *Si on accole plusieurs noms, on va retomber dans le même travers avec un couillon qui sortira un sigle...* », rigole un autre. L'appellation Provence-Alpes-Côte d'Azur remonte à 1972, date de la création des établissements publics régionaux. Auparavant, l'entité administrative portait le nom de Provence-Côte d'Azur.

À charge donc pour les nouveaux élus d'arrêter

leur choix sur le nom définitif de la future région qu'ils présideront. Le délai maximal étant fixé à juillet 2016.

Rien de mieux que Paca ?

Pas évident. En 2005, feu Georges Frêche, alors président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, l'a appris à ses dépens, lui qui a voulu changer le nom de sa région en « Septimanie » se heurtant au rejet de la population.

Car ce nom qui peut puiser ses sources dans l'histoire, la culture ou être simplement géographique devra aussi faire sens et construire l'avenir du territoire. Soit le subtil équilibre entre un nom administratif et une marque...

« *La vérité est que chacun veut défendre sa portion de territoire et qu'on ne trouvera peut-être rien de mieux que Paca* », admettait à l'époque Michel Vauzelle, avant de jeter définitivement l'éponge sur la question remise aujourd'hui à l'ordre du jour.

Dossier : Laurent Amalric
lamalric@nicematin.fr



L'experte Delphine Parlier, spécialiste en « naming »

« La solution extrême serait de numéroter les régions »

Fondatrice voici cinq ans de Timbuktoo, société parisienne spécialisée dans la création de noms pour les sociétés, produits, services, etc. dit « naming », Delphine Parlier analyse l'opportunité de rebaptiser la région.

Quelle est l'utilité du « naming » ?

Trouver le nom juste à une entité en se posant la question, dans quel environnement, quel contexte et pour servir quels objectifs ? En politique, l'exemple récent le plus marquant est celui de l'UMP devenu les Républicains pour faire oublier le scandale Bygmalion. Cas différent,

lorsque le groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR) se rebaptise Kering, c'est avant tout pour asseoir son envergure internationale.

Sur quelles bases travailleriez-vous afin de trouver un nouveau nom à une région ?

Dans ce cas, le nom c'est l'identité. Quelque chose de profondément enraciné dans la culture. Forgé par le temps, la géographie, etc. Le gouvernement veut simplifier tout cela en créant des « super-régions » pour des raisons purement administratives et de gestion. Il se heurte forcément à des résistances car on perd en identité...

Comment s'en sortir entre un nom long qui peut engendrer un nouveau sigle et un nom court, qui risque d'être trop réducteur pour les habitants des différents départements ?

La solution est ailleurs. Apposer une nouvelle identité factice sur une identité forte déjà existante est voué à l'échec ou du moins la porte ouverte à des frustrations. Mieux vaut donc ne pas les nommer mais juste les distinguer les unes par rapport aux autres.

De quelles façons les désigner ?

L'extrême serait de donner des numéros aux treize futures régions. Mais le plus

raisonnable serait de les nommer tout bonnement par rapport à des critères géographiques. Cela donnerait Région Atlantique, Région Sud-Ouest, Grand Nord, Centre Alpes, Région Sud ou Grand Sud, etc. Mais surtout pas Sud de La France, comme j'ai pu lire : on sait qu'on est en France, pas besoin de le rajouter, personne n'a envie de s'identifier à un SDF !

Du coup, adieu le « beau nom »...

Oui, mais la méthode a le mérite d'être simple, cohérente, efficace... et ferme la porte aux débats identitaires. De toute façon si les politiques vont



(Photo DR)

jusqu'au bout de leur démarche, il est essentiel de demander leur avis aux habitants par la voie du référendum en atteignant un quorum d'au moins 50 %.